

# ATTAC Québec

Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Bulletin no 17 mars 2007

## Les droits humains après le profit

Le dernier bulletin d'ATTAC montrait que les compagnies minières canadiennes, avec la complicité des gouvernements, jouent un rôle dévastateur en Afrique. Le FSM de Nairobi faisait les mêmes constats (p.5). Ce bulletin prolonge l'analyse en montrant les conséquences désastreuses de l'idéologie du profit sur les autochtones du Canada (p.1).

### Le gouvernement Harper et les droits des autochtones

Monique Jeanmart

Le 29 juin 2006, le Canada (avec la Russie) votait *contre* l'adoption de la Déclaration des droits des peuples autochtones à la première séance du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Ce vote constitue un revirement majeur par rapport à l'attitude adoptée par le Canada durant les 20 années pendant lesquelles s'est élaborée cette Déclaration.

Un retour en arrière sur l'historique et le contexte d'élaboration de cette Déclaration, ainsi qu'une analyse de la position du Canada, permettra de mieux comprendre – et d'expliquer – ce vote qui ne répond aux demandes ni des autochtones, ni des partis d'opposition, ni des ONG, ni du Comité permanent des affaires autochtones.

### Les autochtones dans le monde

On estime actuellement que 370 millions de personnes, 4% de la population mondiale, dans 70 pays, disséminés dans l'ensemble du monde de l'Arctique au Pacifique Sud, sont d'identité autochtone ou aborigène, ainsi dénommées parce qu'elles vivaient sur leurs terres avant que les colons, venus d'ailleurs ne s'y installent. Au-delà des différences sociales ethniques et culturelles, ces populations dans leurs grandes diversités, présentent des similitudes frappantes

en ce qui concerne leurs conditions d'existence : elles sont plus pauvres, la mortalité infantile et adulte y est plus élevée, elles sont sous-scolarisées et fortement discriminées. Similitude également dans leurs revendications et les intérêts qu'elles défendent : le droit de vivre dans la dignité, le respect de leurs organisations sociales et de leurs cultures ainsi que la fin de l'exploitation sauvage des ressources de leurs territoires.

### Historique de la reconnaissance internationale des droits autochtones

Les premières tentatives pour faire reconnaître leurs droits datent du début du XX siècle : des Indiens d'Amérique entreprirent des démarches auprès de la Société des Nations. Bien que suscitant une attention considérable, ces démarches n'aboutirent à aucun résultat tangible.

Les progrès dans la reconnaissance internationale de leurs droits ne seront réellement accomplis qu'à partir de la seconde moitié du XX siècle sous l'égide de 2 organismes internationaux : l'Organisation internationale du travail (OIT) et les Nations unies. En 1957, la Convention 107 constitue un premier effort pour définir un ensemble de normes visant à protéger les droits des populations autochtones, mais l'accent y est mis sur *l'intégration*. En 1989, la Convention 69 confère une reconnaissance internationale aux droits spécifiques des autochtones.



[www.autochtones.ca](http://www.autochtones.ca)

Depuis sa création, les Nations unies ont examiné, dans le cadre de la protection des droits humains, certaines situations touchant les peuples autochtones. L'année 1970 marque un tournant lorsque la Sous-Commission de lutte contre les discriminations et de la protection des droits des minorités (Sous-Commission) recommande que soit entreprise une étude exhaustive sur le problème de la discrimination à l'endroit des autochtones. Le rapport final (1) sera présenté à la Sous-Commission au cours des années 1981-84. Ses conclusions, propositions et recommandations marquent une étape importante dans la prise en compte par les Nations unies – et dans la communauté internationale – de la reconnaissance des droits des peuples autochtones.

Ce sont ces recommandations qui mèneront, en 1982, à la création du Groupe de travail sur les populations autochtones. Composés de 5 membres permanents (1 représentant par région géographique du monde), il se réunit une semaine par année à Genève et est ouvert à tous les représentants des peuples autochtones. Il offre à toutes les parties intéressées la possibilité d'assister aux sessions et de dialoguer sur les questions autochtones. Selon les documents du Haut commissariat aux droits de l'homme, jusqu'à 700 personnes assistent aux sessions de travail du Groupe de travail (représentants des gouvernements, représentants autochtones, spécialistes, universitaires, etc.), témoignant de l'importance de cette question. Parmi les tâches qui lui sont confiées, le Groupe reçoit le mandat d'élaborer des normes internationales assurant la reconnaissance et la protection des droits autochtones.

### **Historique de la Déclaration des droits des peuples autochtones**

En 1985, le Groupe de travail entreprend l'élaboration d'un projet de Déclaration sur

les droits des peuples autochtones en tenant compte des observations et des suggestions des participants aux sessions de travail. En 1993, lors de sa onzième session, le Groupe entérine le texte définitif d'un projet de Déclaration et le présente à la Sous-Commission. En 1994, ce texte est présenté à la Commission des droits de l'homme, laquelle crée l'année suivante (en 1995) le Groupe de travail des Nations unies sur le projet de déclaration (GTPD), un groupe de travail intersession à composition non limitée, chargé d'étudier de façon approfondie le projet de Déclaration.

Dès le début, le projet revêt une importance cruciale pour tous : peuples autochtones, Etats et organisations internationales. Bien qu'en tant que Déclaration elle n'ait aucun caractère obligatoire, elle constitue un instrument juridique très complet et efficace pour faire reconnaître les droits des peuples autochtones. C'est la première reconnaissance qui prend en compte l'*ensemble* des *droits des peuples autochtones* et leur donne une assise juridique formelle. L'intérêt et la participation aux sessions de ce nouveau groupe de travail témoignent de l'importance que tous lui accordent. L'adoption est prévue dans le cadre de la Décennie internationale des peuples autochtones (1994-2004). Les rencontres et discussions se poursuivent jusqu'en 2004 (échéance prévue de la fin du mandat). Aucun consensus n'est dégagé sur les points les plus en litige, mais des progrès ayant été accomplis le mandat est prolongé pour une dernière année.

En 2005, pour tenter d'aplanir les différends, le président rapporteur a soumis des propositions. La 11<sup>e</sup> séance du groupe de travail (déc. 2005-janvier 06) constitue une étape décisive. Toutes les parties s'entendent pour produire un texte qui fera l'objet d'un *consensus* sur la base des *propositions soumises par le rapporteur*. Une entente est possible sur un bon nombre d'articles, mais achoppe toujours sur les points qui sont en litige (et en discussion) depuis 1995 : autodétermination, terres et territoires, ressources naturelles principalement. À la fin de la session, le président rapporteur informe le Groupe (GTPD) qu'il fera des propositions basées sur les discussions de la session et que le texte

révisé sera présenté à la Commission des droits de l'homme.

Le 29 juin 2006, le texte du président rapporteur est transmis pour étude et approbation au nouveau Comité des droits de l'homme (créé en remplacement de l'ancienne Commission). Le Canada se présente à la réunion pour proposer un *nouveau report*. Devant le *manque de consensus*, n'ayant pas réussi à convaincre d'autres pays (sauf la Russie), le Canada demande la mise aux voix du projet de Déclaration. Le projet est adopté malgré l'opposition du Canada et de la Russie.

Avant d'être adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, un ultime débat a lieu à la Troisième Commission des Nations unies, qui doit se prononcer sur l'opportunité d'envoyer le document à l'Assemblée générale pour adoption finale. Le Canada, après avoir fait pression sur quelques pays africains et asiatiques, va s'associer à 3 pays (Australie, Nouvelle-Zélande et États-Unis) qui, ne siégeant pas au Conseil des droits de l'homme, mènent là leur bataille contre la Déclaration, pour retarder son adoption, voire en réduire la portée. Suite à leurs interventions, un *amendement pour le report* de la présentation de la Déclaration à l'Assemblée générale sera *voté et adopté* (82 voix contre 67) à la séance du 28 novembre 2006. Pour les associations autochtones du Canada, le risque est grand qu'en raison de ce vote la Déclaration ne soit jamais adoptée formellement par les Nations unies.

### **Le gouvernement conservateur et les droits des autochtones**

Alors que toutes les organisations impliquées s'accordent pour reconnaître le rôle proactif du Canada durant les 20 années qui ont mené à la rédaction de la Déclaration, les prises de position récentes obligent à questionner l'attitude du gouvernement Harper. Pour Rémi Savard, (professeur d'anthropologie spécialiste des questions autochtones) le Parti conservateur a toujours été opposé à ce qu'une organisation internationale (comme l'ONU) reconnaisse les droits des autochtones.

Au-delà de cette vision globale, le document émis par le gouvernement (2) (3) pour justifier sa position permet d'identifier clairement 3 éléments qui justifient l'opposition farouche du gouvernement devant toutes dispositions qui touchent à la terre, aux territoires, aux ressources naturelles. Tout aussi sensible est la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples autochtones et enfin l'obligation qui est faite aux États, d'obtenir le « consentement libre, préalable et éclairé » avant de prendre toute décision concernant des « projets de développement » pouvant les concerner.

L'argumentation du gouvernement repose sur plusieurs présupposés :

- que la déclaration a été conçue « par et pour les peuples autochtones » et que, par conséquent, « les préoccupations des États n'ont pas été suffisamment prises en compte.
- que certains articles sont « vagues et ambigus » et, par conséquent, susceptibles d'être interprétés de manière différente voire contradictoire.
- que le texte ne sera pas applicable dans le contexte canadien sans mettre en péril les « cadres juridiques et stratégiques établis ».
- que la notion de consentement libre et éclairé pourrait être interprétée comme donnant aux peuples autochtones un *droit de veto* sur toutes propositions de développement « qui intéressent la population en général ».
- que la reconnaissance des droits des autochtones entre *en conflit* « avec la reconnaissance des droits de *tous les citoyens*, tant autochtones que non autochtones ». Explicitement, pour le gouvernement, reconnaître certains droits aux peuples autochtones va à l'encontre des intérêts « de nombreux groupes qui ont des intérêts dans un territoire donné ».

### **Le cœur du débat : la reconnaissance des droits incompatible avec l'idéologie du profit**

Pour les observateurs, le Canada a été dès le début du processus un moteur dans la rédaction de la Déclaration. Que ce rôle proactif soit dû aux gouvernements eux-mêmes ou à l'implication continue des

organisations et associations autochtones est difficile à déterminer. Mais ce qui ne fait aucun doute c'est le *changement d'attitude* du gouvernement Harper sur ces questions tant au niveau national (rejet de l'accord de Kelowna signé par le gouvernement Martin) qu'au niveau international (rejet de la Déclaration aux Nations Unies), 2 instruments importants qui concernent les droits humains des peuples autochtones au Canada.

Au Canada, comme dans tous les pays où ils vivent les peuples autochtones paient le prix de tous les projets dits « de développement ». Partout ils supportent, de manière disproportionnée, le coût des développements miniers, pétroliers, gazières et des infrastructures (barrages, routes, etc.) qui ont pour conséquences la perte de leurs territoires traditionnels et des ressources nécessaires à leur survie, la destruction de leur environnement écologique, social et culturel. Partout, la ruée vers le pétrole, l'or, les diamants et autres minerais entre en collision directe avec les populations locales souvent avec la collusion de gouvernements corrompus (4). Partout, les grands intérêts économiques priment sur la simple prise en compte de leurs intérêts (sans même parler de leurs droits).

Depuis le début de la décennie, les investissements dans les secteurs miniers et pétroliers ont explosé dans le monde à la suite de l'explosion de la demande. Le Canada est particulièrement concerné par cette accélération continue de l'exploitation des richesses naturelles. Quelques données permettent de saisir l'importance de cette industrie pour le Canada: 60% de toutes les entreprises d'exploration et d'exploitation minière actives dans le monde sont inscrites à la bourse de Toronto. Ces firmes contribuent pour 40 % aux budgets mondiaux d'exploration minière (5). Un seul exemple montre l'importance de ces intérêts canadiens présents partout dans le monde : en 2005, 634 projets miniers canadiens étaient en activité en Afrique. C'est à Toronto que se tient chaque année l'événement minier le plus important au monde *International Convention, Trade Show & Investors Exchange-Mining Investment Show* (commandité par Barrick Gold

Corporation dénoncé partout dans le monde).

Au Canada, la ruée vers le pétrole (Alberta) et vers les diamants (Territoires du Nord-Ouest, Ontario) soulèvent de graves questions : des centaines de milliers d'hectares de concessions sont cédés sans consultation, ni approbation, des collectivités touchées. Les plus grandes compagnies diamantifères sont maintenant installées au Canada et souhaitent donner l'image de « diamant propre » (pour éviter la mauvaise image des « diamants tachés de sang » d'Afrique). Mais cette nouvelle image ne doit pas faire illusion. Malgré les dénégations des compagnies concernées, ces projets mettent en danger le mode de vie des communautés autochtones. Le grand chef de la nation Nishnawbe Aski (qui compte 49 communautés dans une des régions concernées) a écrit récemment à l'acteur L.DiCaprio (du film *Blood diamonds*) pour lui demander de publiciser leur cause. « *L'ajout de votre voix...pour dénoncer ces diamants qui menacent le mode de vie des communautés autochtones dans certaines des dernières régions vierges de la planète serait un beau geste d'inspiration et de solidarité... les diamants extraits ici ne sont pas propres. Ils ne sont pas libres de tout conflit. Il y a des gens qui vivent sur ces territoires et nous avons des droits* » écrit-il.

La place qu'occupe le Canada dans ces secteurs – et la frénésie actuelle pour l'exploitation des ressources naturelles – de même que les bénéfices qu'il en retire, permettent de mieux comprendre les prises de position du gouvernement Harper en ce qui concerne les droits des peuples autochtones. De nombreux groupes réclament en vain un engagement du Canada pour protéger la viabilité du territoire et des peuples qui y vivent, ainsi que l'élaboration de *mécanismes de surveillance, de vérification et de conformité* afin que les entreprises canadiennes oeuvrant au niveau national tant qu'international soient tenues de se conformer à des *normes claires*. Or, non seulement, le gouvernement se refuse à agir, mais il favorise clairement par ses politiques fiscales et son code législatif les intérêts des capitaux et des compagnies. Même quand ils sont responsables de

dégâts environnementaux et de graves atteintes aux droits humains.

Peut-on s'attendre qu'un gouvernement qui renie la signature du Canada à Kyoto pour ne pas nuire au développement de l'industrie pétrolière de l'Ouest, reconnaisse les droits des communautés détruites par ce même développement? Pour ce gouvernement, la dignité humaine a bien peu de poids à côté des revenus, mais surtout des profits capitalistes et des intérêts des actionnaires.

## FSM 2007 Nairobi, Kenya

(\*) *Jean-Louis Bourque*

Le Forum Social Mondial (FSM) est un événement d'envergure, qui, depuis la toute première édition à Porto Alegre en 2001, année après année, continent après continent, vient saper la bonne conscience des tenants de la mondialisation néolibérale. Du 20 au 25 janvier 2007, des milliers de militants ont convergé vers Nairobi, capitale du Kenya, pour le 7<sup>e</sup> FSM. Pour la première fois un pays d'Afrique orientale offrait un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan pour cette rencontre mondiale et ouverte, visant essentiellement à « *approfondir la réflexion, à échanger des expériences en toute liberté, à articuler des actions et des alternatives pour une société planétaire axée sur l'être humain* » (cf. Charte des Principes du FSM).

Nairobi est une ville en pleine expansion avec près de 2 millions d'habitants agglutinés dans des bidonvilles miséreux autour d'un centre-ville moderne hérissé de gratte-ciels. C'est la capitale d'un pays indépendant depuis 1963. Un impressionnant monument dédié à Jomo Kenyatta, le « *javelot flamboyant* » 1<sup>er</sup> Président de la République du Kenya, commémore la libération du colonialisme britannique. Située à 1700 m d'altitude, la ville est peu polluée, étonnamment verte. Le pays tient son nom du Mont Kenya qui culmine à 5 200 m. Le mot Kenya signifie « *là où c'est blanc, là où se trouve la clarté* ». Le Kenya nous est surtout connu par le beau film romantique « *Out of Africa* » de Sidney

Notes :

- (1) Etudes du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones ; 5 volumes, Nations Unies, 1986
- (2) Position du Canada : projet de déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, 29 juin 2006 [http://www.ainc-inac.gc.ca/nr/spch/unp/06/ddr\\_f.html](http://www.ainc-inac.gc.ca/nr/spch/unp/06/ddr_f.html)
- (3) Statement by Ambassador Paul Meyer, Genève 29 juin 2006 [http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada\\_un/geneva/HRC\\_June29\\_06-en.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada_un/geneva/HRC_June29_06-en.asp)
- (4) voir le bulletin d'ATTAC de novembre 2006, p.5
- (5) Relations, décembre 2006



[mafroma.org/wsforum.htm](http://mafroma.org/wsforum.htm)

Pollack (1996) qui raconte l'histoire des colons danois en Afrique de l'Est... dans les années trente, et les safaris qui font rêver dans le monde entier, mais la réalité est souvent totalement différente.

En effet, le Kenya est loin d'être un pays modèle. Ravagé par le sida et la corruption, il n'a pas la confiance des institutions internationales comme le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) qui lui ont coupé leurs prêts. *Les droits de l'homme passent bien après les occasions de profits.*

On se rappellera que c'est à Nairobi que s'est tenue en 2006 la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de triste mémoire, au cours de laquelle le Canada reniait son adhésion au Protocole de Kyoto, en totale contradiction avec la politique québécoise. Ménageant la chèvre et le chou, le gouvernement kenyan n'a ni soutenu ni posé d'objection à la tenue du FSM. Commandité par un fabricant de cellulaires (Cel.Tel.), le FSM a réussi, avec

l'aide de la Ville de Nairobi et un budget déficitaire de 5 millions de dollars, à organiser le plus grand événement africain d'envergure mondiale depuis plus d'un demi-siècle, longuement préparé par des forums africains thématiques sous-régionaux, régionaux et nationaux.

Comme auparavant Porto Alegre (Brésil), Mumbai (Inde), Caracas (Venezuela), Bamako (Mali) et Karachi (Pakistan), Nairobi a su donner une couleur originale à cette grandiose rencontre des races, des langues et des cultures. Le FSM s'est ouvert symboliquement par une grande marche de 7 km, jusqu'au Uhuru Park au centre-ville, un excellent moyen de mobiliser les quelques 60 000 personnes inscrites dans un même élan de solidarité active. Pour éviter tout incident, les travaux étaient concentrés au Centre mondial de sports de Karasani, en banlieue de Nairobi, un endroit presque isolé et « totalement sécuritaire », loué à des conditions extrêmement avantageuses par les autorités de la ville. La présence policière et militaire y était fort discrète.

La foule était en majorité composée d'Africaines et d'Africains très fiers et très beaux, des Kenyans surtout, étant donné la cherté des voyages mais aussi beaucoup de jeunes venus des pays avoisinants, ceux qui avaient les moyens de se payer le voyage et les droits de participation de 10 dollars, soit le salaire d'une semaine de travail pour un ouvrier moyen, et tous ces autres qui ont marché des semaines durant pour se rendre à destination et qui ont été acceptés sans payer leur inscription à la demande du Parlement du peuple Kenyan, d'ATTAC-Japon et des mouvements Sud-africains.

Curieusement, beaucoup de femmes portant le voile, et pas seulement des musulmanes (les musulmans ne forment que 10 % de la population), mais surtout des religieuses chrétiennes de toutes confessions, provenant d'Asie, d'Europe, d'Afrique et des Amériques. Les télé-évangélistes américains qui font fureur sur les réseaux de télévision de Nairobi côtoyaient des moines Franciscains, « altermondialistes avant l'heure », eux qui ont toujours été du « bord des pauvres ». On laisse entendre que plus de 4 000

Églises étaient présentes à Nairobi et c'était très visible. Pour illustrer combien le climat était au dialogue et à la tolérance, on a pu noter la présence d'associations de gays et de lesbiennes sur un continent où l'homosexualité est encore totalement taboue, proscrite, voire même criminelle.

## NAIROBI UN ANTI-DAVOS

Presque en même temps se tenait à Davos le Forum Économique Mondial. La chose est sciemment planifiée car le mouvement des Forums Sociaux Mondiaux, en se développant de façon pacifique devient de plus en plus un *contre-pouvoir mondial* qui défie les diktats présumés de l'impérialisme économique. À Davos, les chefs d'État se réunissent à l'abri des regards indiscrets et sous la haute surveillance de la police et de l'armée.

Tenu cette année, pour la 37<sup>e</sup> fois, le Forum de Davos a porté essentiellement sur les problèmes liés aux changements climatiques. La protection de l'environnement y est devenu une véritable « *business* ». « *Green is Gold* » a résumé un professeur de l'Université Yale, (...) La perspective vise la récupération des idées « vertes » au service des affaires : comment le marché pourra-t-il en profiter ?

Toujours en parallèle avec les préoccupations du FSM, une trentaine de ministres du commerce multipliaient les rencontres pour tenter de relancer les négociations commerciales du Cycle de Doha, présentement au point mort. En présence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et de son président, M. Pascal Lamy, ils cherchaient comment contrer la menace d'un retour mondial accéléré au protectionnisme qui plane sur le processus de la mondialisation.

Arbitre malgré lui dans ce jeu de tensions contradictoires, le président brésilien, Luiz Ignacio Lula, a tenté de sensibiliser les États-Unis et l'Union Européenne vers le long terme : « *Les concessions que vous ferez sur le plan commercial sont autant de gagné sur vos budgets militaires à venir* » (cf. Journal Le Monde, 5 fév. 2007). Même tendance chez Tony BLAIR, héraut de l'aide

au continent noir. Il a lancé un vibrant appel en faveur d'une meilleure gouvernance mondiale. « *Ce qui est en train de se passer, c'est que les nations, même les plus grandes, réalisent qu'elles ne peuvent même plus se préoccuper uniquement de leurs intérêts nationaux sans invoquer des valeurs globales plus larges* ». (cf. Le Devoir, article du journal Le Monde, 05.02.07). Peu à peu, le travail en profondeur des FSM depuis 2001 gruge le monopole anarchique des pouvoirs économiques sur la mondialisation.

## **NAIROBI ET L'ALTERMONDIALISME CHRÉTIEN**

Ce qui était particulièrement frappant à Nairobi, c'est l'importance de l'influence de la religion dans les pays du Sud, en Afrique et en Amérique latine. Au Brésil, la « *théologie de la libération* » fut à l'origine même du développement des politiques altermondialistes mises de l'avant notamment par Leonardo Boff et Frei Betto, par la Commission Justice et Paix, par le Parti des travailleurs (PT) et le MST (Mouvement des paysans *sans-terres*). Pour la première fois à Nairobi, on assistait à ce que l'on pourrait peut-être appeler « *l'altermondialisme chrétien* » beaucoup plus centré sur les pratiques sociales, comme la vie en bidonville, que sur la critique des institutions néolibérales (OMC, FMI, BM) dictées par le « *Consensus de Washington* ».

Il faut savoir que le Kenya est chrétien à 70 % et que les Kenyans sont encore très pratiquants. Les organisations religieuses, par exemple l'ONG catholique « *Caritas* », disposent souvent de larges moyens et font un travail colossal dans tous les secteurs d'activités humaines, l'environnement, l'éducation, l'agriculture et la foresterie, les luttes pour la paix, la démocratie, et la défense des droits de l'homme et de la femme (cf. Julien Abord-Babin, *La marmite sociale*, fév. 2007).

Pourtant, la provoquante statue d'une femme enceinte crucifiée qui se voulait une plaidoirie pour le droit à l'avortement a dû être démantelée suite à une pétition signée par de très nombreux participants. Le discours religieux inspire l'aide humanitaire,

mais la présence de *fondamentalistes* tend à la mettre au service d'un pouvoir sur les consciences. On n'est pas à l'abri d'un détournement de l'aide humanitaire à des fins politiques.

## **LES MÉFAITS DU NÉO-LIBÉRALISME**

Le mot de bienvenue (Karibu en swahili) placé en exergue du Programme du FSM rappelle comment les politiques néolibérales, « *décennie après décennie, ont imposé le colonialisme et le néo-colonialisme, ont dévasté les économies du Sud et ont soutenu le règne désastreux et répressif de dictatures corrompues, ont marginalisé les femmes et privé la jeunesse de tout droit, ont intensifié la destruction de l'environnement et laissé se répandre nation après nation, région après région, les conflits militaires sanglants, inhumains et inutiles, et ont aggravé l'exploitation des peuples pauvres de par le monde* », et donné naissance aux Forums Sociaux Mondiaux .

Non sans surprise, on a appris que des entreprises minières canadiennes siphonnent systématiquement l'or, le diamant et les minéraux précieux des pays africains, en particulier le tungstène de Mombassa (Kenya), ne laissant que des miettes à la population. On parle ici de milliards de dollars, six milliards en 2004, une prévision de 14 milliards en 2010 pour quelques 600 entreprises canadiennes, administrées entre autres par d'ex-premiers ministres canadiens qui en sont actionnaires. Ces compagnies canadiennes n'ont aucune obligation contractuelle envers les populations africaines en ce qui concerne les politiques sociales et environnementales. Elles font directement affaire avec des gouvernements complices, dictatoriaux et corrompus qui n'hésitent pas à réprimer les protestations des africains par la force.

Le gouvernement canadien ferme présentement les yeux, mais plusieurs organisations comme Développement et Paix, l'Église unie du Canada et l'Entraide missionnaire et les Jésuites dans le no. Décembre 2006 de la revue Relations, dénoncent ces violations des droits de l'homme et révèlent le hiatus entre le discours officiel et les méfaits sur le terrain.

L'image d'un Canada généreux pour le Tiers monde s'en trouve bousculée !

## **AU CŒUR DU FORUM, LES VOIX AFRICAINES**

Pour la première fois dans la courte histoire des FSM, l'Afrique noire sub-saharienne a fait entendre sa voix dans le concert des nations par l'intermédiaire de ses sociétés civiles et de nombreux mouvements sociaux. Cette voix est celle des démunis, des pauvres et des déshérités qui réclament *paix justice et dignité* et la fin de l'exploitation des pays du Sud par les pays du Nord maîtres des grandes institutions internationales (OMC – FMI – BM – OCDE – G-8) et par des grandes firmes transnationales et multinationales qui se doivent d'amasser toujours plus de profits.

En Afrique cette voix chante, marche, danse, et rêve, à la recherche de solutions alternatives et de stratégies nouvelles. Elle s'enrichit de celle des autres et crée des réseaux d'échanges et de solidarités pour trouver comment faire, pour canaliser ces forces vives et ces énergies renouvelées et transformer ces connaissances et ces expériences en solutions réelles et concrètes à présenter aux instances démocratiquement élues, à quelque niveau que ce soit [local, national, régional et international].

## **PRÉSENCE QUÉBÉCOISE**

Parmi les ressortissants des 145 pays présents au 7<sup>e</sup> FSM, on remarquait les Québécois à leur présence *fleurdelysée*, tout comme à Pôrto Alegre (2003) du reste, des représentants de l'AQOCI, d'Alternatives, de Développement et Paix, de l'Entraide missionnaire, de Terre sans frontières, du YMCA de Montréal, de la CSN, du Conseil central de Montréal, des travailleurs sociaux du Centre de formation communautaire de la Mauricie, des professeurs et des étudiants en science politique, en sociologie et en histoire (UQÀM, Sherbrooke et Laval) et quelques hauts fonctionnaires canadiens en coopération internationale venus pour préparer les prochains rendez-vous d'Atlanta (USA), du G-8 de Rostock (Allemagne) et surtout du Forum Social

Québécois (FSQ) du 23 au 26 Août prochain à Montréal.

## **LES GRANDES VOIX**

Tous ces Québécois(e)s ont pu lire ou entendre, les interventions des grandes « personnalités » altermondialistes que sont, Mgr. Desmond Tutu, Kenneth Kaunda, Samir Amin, Walden Bello, Vandana Shiva, Éric Toussaint, Oswaldo Martinez, Danielle Mitterand, François Houtard, Bernard Cassen, Maude Barlow, Chico Whitaker, Aminata Traore, Vandana Shiva, Immanuel Wallerstein, John Holloway, et ces femmes « *Prix Nobel de la Paix* » autour de la Kenyane, Wangari Maathai.

L'ex-président Kenneth Kaunda de Zambie, qui a vu son fils mourir du sida, a fait état des campagnes de dépistage, de prévention et de traitement de cette terrible maladie endémique qui tue chaque jour plus d'êtres humains que ne l'a fait l'attentat du World Trade Center le 9 septembre 2001. D'autres ont abordé le problème de la mutilation génitale des femmes, qui demeure très préoccupant en Afrique, et notamment au Kenya.

La grande militante altermondialiste indienne, Vandana Shiva, (cf. [www.ipster-raviva.net](http://www.ipster-raviva.net)) a tenu à mettre en garde les peuples africains contre les dangers et les risques de la « Révolution verte » telle que promue en Inde par la firme multinationale Monsanto, en racontant les ravages considérables qui en ont résulté : le Penjab a perdu 10% de ses sols cultivables, l'eau est devenue rare et plus de 250 variétés de plantes ont disparu au profit des trois semences de Monsanto le riz, le blé et le coton.

« Nous voulons un monde où il n'y a plus de domination des pays de l'Ouest due à la dette, mais bien un monde de respect de la dignité humaine » a exprimé publiquement Chico Whitaker, militant social de longue date à l'origine des luttes des travailleurs brésiliens et co-fondateur du Forum social mondial (FSM). La question de la dette est fondamentale parce qu'à toute fin pratique, elle empêche tout développement possible. Pour plusieurs pays, son poids correspond à 35% de leur budget national annuel, autant

d'argent qui ne peut être investi en éducation et en santé alors que les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile battent des records internationaux. La Coalition *Jubilée Sud* qui regroupe les mouvements sociaux africains est très active et réclame l'annulation de cette dette qui étouffe systématiquement les pays en développement. L'idée fait son chemin, de plus en plus.

### DES PROBLEMES ÉNORMES ...

Le programme du FSM 2007 proposait environ 1300 ateliers et 127 actions concrètes pour construire un monde axé sur la solidarité, l'égalité et la justice, des forums et rencontres sur tous les sujets brûlants d'actualité. On pouvait prendre conscience de la multitude des foyers de solutions à travers le monde, assez nombreux pour bannir la tentation de l'impuissance. Citons en vrac : la guerre au terrorisme, le développement et l'avenir la Confédération Syndicale Internationale, l'élimination de la dette des pays en développement, les sanctions économiques contre l'État d'Israël, les avancées de Cuba en matière de santé et d'éducation, les problèmes de logement en Afrique, le modèle indien de résistance aux grandes firmes multinationales telles que Monsanto, le socialisme vénézuélien en tant que modèle ou agent de transformation sociale et de développement économique, le mouvement international de la « Ceinture verte » des femmes, « Prix Nobel de la paix », l'Appel de Bamako qui invite les peuples du Nord et du Sud à s'unir pour implanter une alternative à la mondialisation militariste et néo-libérale des États-Unis, le rôle de la démocratie et de la justice sociale dans les modèles de développement, un monde sans frontières et sans apartheid, les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre les maladies endémiques et le SIDA, la réforme des institutions internationales (OMC, FMI, BM, ONU, OCDE, G-8), l'avenir des FSM, leur signification et leur utilité, le rappel de l'œuvre de Franz Fanon, ce grand penseur des luttes de libération en Asie et en Afrique, etc.



[mafroma.org/wsforum.htm](http://mafroma.org/wsforum.htm)

### ...ET DES PISTES DE SOLUTIONS

Les mouvements ATTAC prônent la taxation des flux de capitaux pour combattre la spéculation et dégager de nouvelles ressources en faveur des pays en développement. D'autres proposent d'imposer les investissements directs et étrangers par une taxe qui serait gérée par l'Organisation internationale du travail, d'éliminer les abris fiscaux, d'annuler la dette des pays en développement, de réformer les institutions économiques (OMC, FMI, BM) en s'inspirant de la Charte universelle des droits de l'homme comme cadre de référence. Le dossier de la souveraineté alimentaire sera débattu en France, au Japon et au Canada voire aux Nations Unies (cf. African Flame, 25.01.07., Nairobi, Kenya). Les idées de renoncement aux OGM et de contrôle des produits pharmaceutiques autrement que par les grandes multinationales, font leur chemin à l'échelle planétaire.

En Afrique du Sud, en 1999, le gouvernement de l'ANC a décidé de produire des médicaments génériques. Il a été traduit en justice par un groupe de multinationales pharmaceutiques qui invoquaient le respect de leur propriété intellectuelle. Un tollé de protestation populaire a obligé ces compagnies à laisser tomber leurs poursuites. Le

gouvernement africain fort de sa Constitution a imposé l'obligation de dispenser gratuitement de la Névirapine et des médicaments antirétroviraux au grand soulagement de la population affectée par le terrible virus du sida.

Certaines pratiques s'avèrent prometteuses : l'expérience de la démocratie participative par les citoyens de Porto Alegre et le développement du micro crédit en milieu rural au Niger ou au Bangladesh sont de réels succès. En Tanzanie, malgré le poids paralysant d'une dette de 7,5 millions de \$, les citoyens ont obligé leur gouvernement à rompre les contrats de 102 millions de \$ contractés avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et une compagnie kenyane locale pour la privatisation de l'eau. Ils ont réussi à rompre le cycle infernal enclenché par les grandes multinationales qui mettent la main sur les transports publics, les télécommunications, l'éducation et la santé, l'eau potable, l'énergie et le logement social. Elles ont alors toute latitude pour fixer les prix, inabordables par les plus pauvres qui forment la majorité des populations dans les pays en développement.

On a appris que le Nigeria, 4<sup>e</sup> producteur mondial d'uranium, exporte son précieux minerai pour alimenter les centrales électriques en Occident. Or seulement 9% de la population a accès à l'électricité. De plus, depuis les années 60, les Nigériens ne reçoivent que 30% des recettes générées par la vente du minerai, contre 70% pour les compagnies exploitantes. De cette richesse qui vient de leur pays, les Nigériens ne profitent en rien et, pendant longtemps n'en savent rien. Mais les dégâts environnementaux (déforestation et désertification) et sociaux causés par cette exploitation sont maintenant révélés, même s'ils n'intéressent pas encore les grands médias.

Petit à petit, petite victoire après petite victoire, il est permis d'entrevoir un autre monde, un monde plus juste où l'homme sera véritablement placé au cœur du développement, un monde où l'économie sera au service de la société et non la société au service de l'économie.

## MALGRÉ LE SILENCE DES MÉDIAS

On peut s'étonner du fait que les grands médias n'aient que très peu couvert un événement mondial aussi important. On a pu lire quelques articles dans *Le Devoir* et quelques quotidiens français comme *le Monde diplomatique* et *l'Humanité* ainsi que dans les journaux kenyans, et entendre une mention par *Radio-Canada*, des miettes bien timides par rapport à la couverture du Forum Économique de Davos en Suisse par les grandes chaînes mondiales de télécommunications.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, et l'effondrement du système communiste en 1991, les grands médias écrits et électroniques accordent beaucoup de place à la mondialisation libérale en tant que système économique, commercial et financier dominant. C'est un peu normal car les médias appartiennent presque en totalité aux entreprises de presse d'obédience néolibérale.

La révolution altermondialiste a dû trouver d'autres canaux de diffusion. Grâce aux nouvelles technologies de communication et en particulier à Internet, les voix altermondialistes se font maintenant entendre dans tous les milieux de la société civile, dans les institutions d'enseignement collégiales et universitaires et dans les forums sociaux publics où elles font œuvre d'éducation. Rappelons, avec la canadienne Maude Barlow, que la « *Bataille de Seattle* » 1999 qui a révélé la force de l'anti-mondialisation s'est organisée grâce à la toile et aux réseaux de communication par Internet.

Le grand défi altermondialiste est de sensibiliser tous ceux qui n'étaient pas là et de faire en sorte que cet immense événement ne demeure pas une rencontre « privée » sans effets concrets. Les FSM n'ont que très peu de budget à consacrer aux communications. Les salles de presse y disposent de technologies rudimentaires même si, à Nairobi, l'Institut Panos a fait un travail remarquable pour la cohésion sociale des médias en Afrique de l'Ouest (cf. Renaud Philippe, *La marmite sociale*, Fév. 2007).

## GRACE AUX FSM, LE MONDE CHANGE

Après chaque FSM les mêmes questions reviennent : le mouvement n'est-il pas en train de s'essouffler? Ne devrait-il pas se politiser davantage et passer à l'action directe ? Qu'est-ce qu'il apporte ou change dans nos pratiques militantes? Pourquoi les médias en ont-ils si peu parlés? Quelles sont les perspectives d'avenir pour les FSM 2008 et 2009 ?

Les foules qui participent aux FSM sont de plus en plus nombreuses, aguerries, conscientisées et militantes. Elles proviennent de tous les continents et de presque tous les pays. Le premier FSM de Porto Alegre réunissait 15 000 personnes. Celui de Mumbai en Inde, 150 000, autant au Forum polycentrique de 2006 et plus de 60 000 à Nairobi, Kenya, ce qui en fait le regroupement international le plus important de l'Afrique. Loin de s'essouffler le Forum Social Mondial grandit et essaime partout sur la planète des événements locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Il redeviendra mondial en 2009.

En formant des personnes qui rayonnent dans leurs milieux respectifs, le FSM gagne en influence dans les grandes institutions internationales qui ne peuvent plus ignorer les exigences d'un partage plus équitable de la richesse mondiale. De nouveaux alignements de pays du Sud (Brésil, Inde et Afrique du Sud) diversifient le discours et font entendre leur voix à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Quelques pays réussissent à s'affranchir du Fonds Monétaire International (FMI) et de ses impératifs « *d'ajustements structurels* ». L'AMI a été débouté et la ZLÉA est oubliée. Quant au Cycle de Doha, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il est dans l'impasse.

La coalition de pays Jubilé Sud réclame l'annulation de la dette du tiers-monde. Un peu partout on réclame la taxation des transactions financières, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, l'élimination des paradis fiscaux, la promotion de la souveraineté alimentaire ou le financement international de biens publics mondiaux. Il s'agit maintenant de mettre d'accord des dizaines de gouvernements dans le monde (150 à l'OMC et plus de 180 au FMI) et de les

obliger à une redéfinition politique et économique mondiale qui doit transformer l'ONU.

Déjà un accord sur la diversité culturelle est en voie d'être de se concrétiser à l'UNESCO, signe que de grands changements sont encore possibles quand ils sont voulus par des peuples solidaires éveillés par les sociétés civiles nourries de la multitude des mouvements sociaux.

Un nouveau Forum Social des Alternatives est à pied d'œuvre pour trouver d'autres lieux de débats approfondis qui conduisent à des actions communes. En Amérique latine le *mouvement des mouvements* est à l'œuvre et plusieurs pays se sont dotés démocratiquement de gouvernements socio-démocrates de gauche qui stimulent une nouvelle conscience altermondialiste continentale. Petit à petit, une nouvelle conscience planétaire est en train de naître. Elle prépare l'émergence d'une humanité solidaire capable d'inverser la course folle vers l'anéantissement de notre petite planète.

## L'AVENIR DES FORUMS SOCIAUX MONDIAUX

L'année 2008 sera une année de repositionnement tactique où se tiendront sur tous les continents, simultanément ou en alternance, des forums locaux, régionaux, nationaux et continentaux dont les travaux seront présentés lors du 8<sup>e</sup> Forum Social Mondial en 2009. Plusieurs villes se positionnent déjà pour la tenue de cet immense événement qui devrait « changer la face du monde », peut-être une autre ville sur le continent africain, ou Bahia au Brésil. Cette fois, le FSM va tout mettre en œuvre pour s'assurer de la présence de la Chine et d'une plus forte représentation des pays d'Europe de l'Est.

Loin de s'essouffler, le *mouvement des mouvements* prend de la force. Il est en train de devenir un acteur incontournable dans les prises de décisions universelles qui concernent l'humanité du XXI<sup>e</sup> siècle. Il sera présent au G-8, à Atlanta et, ce qui nous touche de plus près, à Montréal du 23 au 26 août prochain.

(\*) Politologue, membre du Conseil scientifique d'ATTAC-Québec. Il enseigne présentement à l'Université du 3<sup>e</sup> âge de l'Université Laval.

## En librairie

« Une chose est certaine : les néolibéraux et ceux qui encaissent trafiquent la vérité et il faut savoir gré aux militants D'ATTAC-Québec de nous fournir des outils pour le démontrer »  
Louis Cornellier, Le Devoir, 6 mai 2006

« L'auteur relève haut la main le défi de la vulgarisation, en décortiquant des enjeux complexes à l'aide d'exemples éloquentes. A lire! »  
Daphnée Dion-Viens, Alternatives, 27 septembre 06



**Disponible en librairie ou en commandant à :**

Éditions Écosociété  
C.P. 32052 Comptoir Saint-André,  
Montréal, QC, H2L 4Y5  
(514) 521-0913

**Pour toute suggestion, commentaire ou questions veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.**

**Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !**

### **ATTAC-QUÉBEC**

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

[quebec@attac.org](mailto:quebec@attac.org)

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

**Coordonnatrice du bulletin :**

**Monique Jeanmart** ([moniquejeanmart@videotron.ca](mailto:moniquejeanmart@videotron.ca))